TRIBUNAL DES PROFESSIONS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-07-001043-193

DATE : Le 21 juin 2022

**CORAM¹ : LES HONORABLES ROBERT MARCHI, J.C.Q.
MADELEINE AUBÉ, J.C.Q.**

GEORGES BOCHI
APPELANT

c.

ALEXANDRA ZORBAS, en qualité de syndique adjointe de l'Ordre des podiatres du Québec

INTIMÉE

-et-

SYLVIE LAVALLÉE, en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de l'Ordre des podiatres du Québec

MISE EN CAUSE

JUGEMENT

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 173 DU CODE DES PROFESSIONS², LE TRIBUNAL PRONONCE UNE ORDONNANCE DE NON-DIVULGATION, DE NON-PUBLICATION ET DE NON-DIFFUSION DU NOM DE LA CLIENTE DONT IL EST QUESTION À LA PLAINTÉ OU DANS LES DOCUMENTS PRODUITS EN PREUVE DEVANT LE

¹ La juge Jo Ann Zaor a participé à l'audition de l'appel. Vu qu'elle a depuis cessé temporairement d'agir et conformément à l'article 163(2) du *Code des professions*, le jugement est rendu par les juges Marchi et Aubé.

² *Code des professions*, RLRQ, c. C-26 (C.prof.).

CONSEIL AINSI QUE TOUT RENSEIGNEMENT PERMETTANT DE L'IDENTIFIER, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, POUR LE MOTIF VISANT À ASSURER LE RESPECT DE SA VIE PRIVÉE.

APERÇU

[1] L'appelant interjette appel de la décision sur culpabilité³ du Conseil de discipline de l'Ordre des podiatres du Québec (le Conseil) qui le déclare coupable de sept infractions de la plainte disciplinaire⁴.

[2] L'appel vise six chefs d'infractions. Les chefs 2, 3 et 4 découlent d'un seul traitement prodigué à une cliente le 5 novembre 2015. Le Conseil déclare l'appelant coupable d'avoir omis de prévenir la patiente du coût approximatif de ses honoraires⁵, d'avoir omis d'obtenir son consentement éclairé avant de procéder au traitement⁶, de lui avoir réclamé des honoraires pour des services professionnels pour une matricectomie alors que c'est plutôt un « slant back » qui a été exécuté par un autre podiatre⁷ et d'avoir remis une facture qui ne correspond pas à ce service⁸.

[3] Les chefs 5, 6 et 7⁹ résultent de l'enquête menée par l'intimée. Le Conseil retient la culpabilité de l'appelant pour avoir entravé le travail d'enquête de l'intimée¹⁰ en faisant de fausses déclarations lors d'une rencontre et lors de la transmission de documents¹¹.

[4] L'appelant se pourvoit également des sanctions qui lui ont été imposées¹² quant aux chefs 5, 6 et 7. Il soutient que le Conseil a erré de façon manifeste et dominante en lui imposant trois périodes de radiation temporaire concurrentes de 18 mois chacune. Il invite le Tribunal à prononcer la sanction qu'il estime juste et raisonnable dans les circonstances, soit une amende de 5 000 \$ sous chacun de ces chefs¹³.

³ Décision sur culpabilité, 2018 CanLII 127687 (QC OPODQ), D.C., vol. 1, p. 89.

⁴ Voir la plainte reproduite en **Annexe I**; D.C., vol. 1, p. 90 et 91, par. 2.

⁵ Art. 3.08.04 *Code de déontologie des podiatres*, RLRQ, c. P-12, r. 5 (Code de déontologie), en vigueur au moment des actes reprochés; Art. 59.2 C.prof.

⁶ Art. 3.02.03 et 3.03.02 Code de déontologie; Art. 59.2 C.prof.

⁷ Art. 3.02.01, 3.08.01 et 3.08.02 Code de déontologie; Art. 59.2 C.prof.

⁸ Art. 3.02.01 Code de déontologie; Art. 59.2 C.prof.

⁹ Préc., note 4.

¹⁰ Art. 114 C.prof.

¹¹ Décision sur culpabilité, préc., note 3, p. 119-124, par. 123-145.

¹² Décision sur sanction, 2018 CanLII 127687 (QC OPODQ), D.C., vol. 1, p. 134.

¹³ M.A., vol. 1, p. 28, par. 79.

LE CONTEXTE

[5] L'appelant est membre de l'Ordre des podiatres du Québec depuis le 10 juin 1998¹⁴.

[6] La cliente le consulte le 5 novembre 2015 à midi. La réceptionniste la reçoit et lui remet un formulaire qu'elle remplit¹⁵. Après avoir attendu un peu dans la salle de consultation, l'appelant se présente; elle lui explique les raisons de sa consultation. Il regarde son pied et diagnostique un ongle incarné. Il l'informe qu'il fera une coupe de la partie de l'ongle incarné afin de l'enlever, que la procédure est rapide, mais qu'elle va recevoir une anesthésie locale. Il ne discute pas de ses honoraires.

[7] L'appelant va ensuite chercher un autre podiatre, D^r Jerraf. Les deux podiatres ont une conversation que la cliente entend. Selon son souvenir, l'appelant aurait dit à D^r Jerraf d'effectuer un « slant back »¹⁶.

[8] Après l'intervention, la réceptionniste lui remet une facture qu'elle acquitte à 12 h 18 par carte de crédit¹⁷. La facture comprend des frais de consultation de 95 \$ et un traitement de matricectomie de 450 \$ et elle indique le nom de l'appelant dans la colonne « fournisseur ».

[9] La cliente revient à la clinique pour s'assurer qu'on lui a bien facturé la bonne procédure. La réceptionniste lui confirme que c'est bien le prix correspondant au code inscrit sur la facture par le podiatre.

[10] Le 7 novembre 2015, soit deux jours après la consultation, la cliente prend trois photographies de son pied droit¹⁸.

LES QUESTIONS EN LITIGE

[11] Le Tribunal reformule ainsi les questions devant être analysées en appel :

1. La décision sur culpabilité

¹⁴ Pièce P-1, Attestation du statut de membre de D^r Georges Bochi, podiatre, signée par Martine Gosselin, secrétaire de l'Ordre des podiatres du Québec, 18 janvier 2018, M.A., vol. 2, p. 47.

¹⁵ Pièce P-7, Courriel de D^r Georges Bochi, podiatre, à D^{re} Alexandra Zorbas, podiatre, et dossier de J.H., 23 novembre 2015, M.A., vol. 2, p. 60-65.

¹⁶ Témoignage de la cliente, M.A., vol.2, p. 230-232 et 235.

¹⁷ Pièce P-3, Facture de la Clinique Podiatrique Centre-Ville remise à J.H. et relevé de carte de crédit, 5 novembre 2015, M.A., vol. 2, p. 50 et 51.

¹⁸ Pièce P-4, Courriel de D^{re} Alexandra Zorbas, podiatre et syndique à J.H., 12 novembre 2015, M.A., vol. 2, p. 52; Pièce P-5, En liasse, courriel de J.H. à D^{re} Alexandra Zorbas, podiatre et syndique, et trois photos jointes identifiées image 1, image 2 et image 3, 12 novembre 2015, M.A., vol. 2, p. 53-56.

- 1.1 **Le Conseil a-t-il erré de manière manifeste et déterminante dans son évaluation de la preuve ou dans son application du droit aux faits quant aux chefs 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la plainte?**
 - 1.2 **Subsidiairement, le Conseil a-t-il erré en n'appliquant pas, pour les chefs 3 et 4 et pour les chefs 5, 6 et 7, la règle prohibant les condamnations multiples et justifiant une suspension conditionnelle des procédures?**
2. **La décision sur sanction**
- 2.1 **Le Conseil a-t-il commis une erreur de principe ou une erreur de droit ayant un impact déterminant sur les sanctions ou prononcé des sanctions manifestement non indiquées¹⁹ en lien avec les chefs 5, 6 et 7 concernant l'entrave au travail de l'intimée?**

L'ANALYSE

1. *La décision sur culpabilité*

- 1.1. **Le Conseil a-t-il erré de manière manifeste et déterminante dans son évaluation de la preuve ou dans son application du droit aux faits quant aux chefs 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la plainte?**

a) *La norme d'intervention*

[12] La question 1.1 est une question mixte de faits et de droit. Sur cette question, l'intervention du Tribunal est tributaire de la démonstration par l'appelant d'une erreur manifeste et dominante dans la détermination des faits ou dans l'application du droit (s'il a été correctement déterminé) aux faits²⁰.

[13] Il revient à l'appelant de diriger l'attention du Tribunal sur la ou sur les erreurs de fait manifestes et déterminantes qui affectent directement les conclusions retenues par le Conseil. En l'absence d'une telle démonstration, le Tribunal ne pourra pas intervenir.

b) *La détermination du traitement reçu*

[14] La qualification du traitement réellement dispensé est déterminante pour amener le Conseil à conclure à la culpabilité de l'appelant sous chacun des chefs concernant l'obtention d'information et du consentement de la cliente (chef 2), des honoraires pour

¹⁹ Formulation inspirée de *Terjanian c. Lafleur*, 2019 QCCA 230, par. 36.

²⁰ *Parizeau c. Barreau du Québec*, 2011 QCCA 1498, par. 79-81, 90 et 91 ; Ce critère d'intervention a été réitéré dans l'arrêt *Gouin c. Bergeron*, 2017 QCCA 8, par. 16 et confirmé par la Cour suprême du Canada dans *Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration) c. Vavilov*, 2019 CSC 65, par. 39.

des services non dispensés faussement décrits (chef 3), une facturation qui ne correspond pas aux services rendus (chef 4) et l'entrave à l'enquête (chefs 5, 6 et 7).

[15] L'appelant soutient avoir fourni à la cliente toutes les explications de la procédure de matricectomie qu'il envisageait et obtenu son consentement verbal pour y procéder. Il allègue que c'est le podiatre Jerraf qui est responsable d'avoir effectué un traitement différent de celui qu'il avait initialement déterminé. Il a alors omis de mettre à jour les documents qui sont imprimés par défaut dans le dossier de la cliente lorsqu'une matricectomie était planifiée. Il soutient que, dans ces circonstances, il est manifestement erroné de conclure qu'il avait le devoir d'informer et d'obtenir son consentement pour un traitement différent de celui qu'il avait envisagé, alors même qu'il n'a pas été informé du changement envisagé ou effectué par D^r Jerraf ni revu la cliente après l'intervention.

[16] Selon l'appelant, le Conseil lui imputerait donc erronément les fautes commises par le podiatre Jerraf, puisque ce dernier aurait modifié le traitement à son insu sans apporter de modifications au dossier préconstitué et sans en informer le personnel administratif. Il ne saurait être coupable d'une infraction dont il n'est pas l'auteur.

[17] Après un résumé des témoignages de la cliente²¹, de l'appelant²², de l'intimée²³ et des experts de chacune des parties²⁴, le Conseil ne retient pas les prétentions de l'appelant et détermine la véritable nature du traitement reçu par la cliente afin de procéder à l'analyse spécifique de chacun des chefs d'infraction²⁵.

[18] Le Conseil constate que la cliente et l'appelant présentent des versions diamétralement opposées quant au traitement reçu par cette dernière le 5 novembre 2015²⁶. Il précise que l'évaluation de la crédibilité des témoins est particulièrement importante dans cette affaire²⁷.

[19] Après avoir décrit les critères retenus par la jurisprudence pour jauger la crédibilité des témoins, le Conseil les applique aux témoignages rendus par la cliente et l'appelant.

[20] Il retient le témoignage de la cliente en indiquant ceci²⁸ :

[49] Les faits avancés par la cliente sont probables et raisonnables.

²¹ Décision sur culpabilité, préc., note 3, p. 94-97, par. 16-26.

²² *Id.*, p. 97-99, par. 27-38.

²³ *Id.*, p. 99 et 100, par. 39-45.

²⁴ *Id.*, p. 104 et 105, par. 64-67 et p. 107-109, par. 74-83.

²⁵ *Id.*, p. 94, par. 15.

²⁶ *Id.*

²⁷ *Id.*, p. 100, par. 45.

²⁸ *Id.*, p. 101 et 102.

[50] La cliente ne s'est pas contredite dans son propre témoignage et sa version demeure la même tant à sa demande d'enquête que par les réponses données à [l'intimée] en cours d'enquête.

[51] Lors de l'audition, les réponses de la cliente sont claires et directes et sa mémoire est très bonne.

[52] La cliente est apparue comme une personne en pleine possession de ses moyens, ayant un excellent souvenir de cette rencontre du 5 novembre 2015. Elle présente les attributs d'un témoin sincère et franc.

[21] Le Conseil ajoute que trois éléments de preuve corroborent la version de la cliente. D'abord, les photographies prises par la cliente deux jours après le traitement qui démontrent un orteil tout à fait normal avec simplement une légère coupure de l'ongle sur le côté. Ensuite, le fait qu'il n'y ait pas une absence d'une partie de l'ongle jusqu'à la racine²⁹. Finalement, le reçu de paiement par carte de crédit qui démontre le paiement effectué à 12 h 18 alors que le rendez-vous était fixé à 12 h, l'heure de paiement étant révélatrice de la durée de la rencontre et du traitement effectué³⁰.

[22] Par ailleurs, le Conseil ne retient pas le témoignage de l'appelant qu'il juge non crédible et inexact sous plusieurs aspects, lui reprochant notamment de nier des évidences, pour les motifs suivants³¹ :

[56] Tout d'abord, il écrit à [l'intimée] le 23 novembre (Pièce P-7) avoir lui-même procédé à une matricectomie partielle permanente, alors que devant le Conseil, il déclare que D^r Jerraf a procédé à ce traitement. Cette contradiction majeure est suffisante pour écarter son témoignage. Mais il y a plus.

[57] Les notes au dossier n'émanent que de lui. Aucune trace d'une intervention de D^r Jerraf. Cette confusion du dossier s'interprète de façon négative pour [l'appelant].

[58] Finalement, la nature du traitement de matricectomie partielle permanente est une procédure qui nécessite une injection et le suivi d'une procédure postopératoire impliquant un trempage du pied dans une solution et l'application d'onguents. Or, la cliente nie fortement avoir reçu une injection.

[59] La cliente est apparue comme une personne soucieuse de sa santé et encline à suivre les prescriptions des différents professionnels de la santé. Elle témoigne ne pas avoir reçu le document intitulé « Instructions postopératoires à suivre suite à votre chirurgie d'ongle incarné » (Pièce P-7, p. 5) qui porte par ailleurs la date du 27 octobre 2015, alors que son traitement est prodigué le 5

²⁹ *Id.*, p. 102, par. 53.

³⁰ *Id.*, par. 54.

³¹ *Id.*, p. 102-104.

novembre 2015. Ce document est signé par [l'appelant]. Le Conseil conclut que ce document signé par [l'appelant] ne reflète pas la réalité.

[60] Finalement, concernant le rendez-vous postopératoire inscrit au rapport chirurgical au nom de la cliente (*Id.*, p. 4), [l'appelant] prétend qu'un rendez-vous de suivi a été donné à la [cliente] et qu'elle ne s'est pas présentée. La cliente nie qu'un rendez-vous de suivi lui ait été donné.

[61] Le Conseil croit la cliente et est convaincu qu'elle n'aurait pas pris à la légère un rendez-vous de suivi et qu'à nouveau, cette déclaration de [l'appelant] est fausse.

[23] Les témoins experts entendus avaient pour but d'éclairer le Conseil sur la nature du traitement reçu par la cliente. Le Conseil retient la conclusion de l'expert de l'intimée et conclut que la procédure effectuée à l'orteil droit est un « slant back »³². Les photographies de l'orteil de la cliente deux jours après le traitement révèlent que tous les éléments indicateurs d'un traitement de matricectomie partielle sont absents. Selon cet expert, le protocole opératoire d'une matricectomie appelle une durée de traitement qui dépasse largement les 10 à 15 minutes consacrées à la cliente³³.

[24] Le Conseil ne retient pas la position de l'expert de l'appelant qui est d'avis qu'une matricectomie partielle aurait été pratiquée sur l'orteil droit. Il écarte son témoignage en précisant que l'expert s'est fié aux notes du dossier de l'appelant et à son rapport de chirurgie. Or, le Conseil a qualifié comme fausses les notes au dossier et, plus particulièrement, celles contenues au rapport chirurgical. Par conséquent, il conclut que les faits à la base de son opinion sont inexacts³⁴.

[25] De plus, selon le Conseil, sa crédibilité est grandement diminuée parce qu'il exerce à la même adresse professionnelle que l'appelant et qu'il existe un lien professionnel et même personnel entre l'appelant et son expert, tel que rapporté par son témoignage. En outre, le Conseil souligne qu'il a déclaré ne pas être en mesure de constater du vernis à ongles sur l'orteil de la cliente alors que les photographies le démontrent clairement, même pour un profane³⁵.

[26] Le Conseil conclut donc, à la suite du témoignage de la cliente et de l'expert de l'intimée, que le traitement reçu n'est pas une matricectomie partielle permanente, mais plutôt une coupe de son ongle, soit un traitement appelé « slant back »³⁶.

[27] Tout l'argumentaire de l'appelant est fondé sur une base factuelle écartée par le Conseil. Le Conseil ne l'a pas cru lorsqu'il prétend que D' Jerraf a fait un traitement

³² *Id.*, p. 109, par. 84.

³³ *Id.*, p. 108, par. 81.

³⁴ *Id.*, p. 107 et 108, par. 76 et 79.

³⁵ *Id.*, p. 107, par. 77 et 78.

³⁶ *Id.*, p. 109, par. 84.

différent de celui prévu. Il privilégie la version de la cliente qui affirme avoir entendu l'appelant dire à D^r Jerraf d'exécuter un « slant back ». Selon le Conseil, cette version représente fidèlement le déroulement de la consultation pendant laquelle il a omis de l'informer de l'ampleur et des modalités du mandat et d'obtenir son accord³⁷. D^r Jerraf a exécuté le traitement que l'appelant lui a demandé de faire³⁸.

[28] Le Conseil aborde par la suite chacun des chefs avec cette conclusion quant au traitement véritablement reçu par la cliente. Il déclare l'appelant coupable des sept chefs de la plainte et l'acquitte de l'une des infractions au chef 6.

[29] Le Conseil a apprécié la preuve et s'est prononcé quant à la crédibilité des témoins. Il a retenu la version de la cliente et de l'expert de l'intimée, en écartant celle de l'appelant et de son expert.

[30] L'appelant invite le Tribunal à réexaminer non seulement la preuve, mais la crédibilité des témoins. Or, le rôle du Tribunal n'est pas d'apprécier à nouveau la preuve, de porter un regard panoramique sur son ensemble ou de refaire le procès³⁹.

[31] Vu les enseignements de la Cour d'appel et la Cour suprême sur les questions de crédibilité, il ne fait aucun doute qu'il appartient au juge des faits de croire en tout ou en partie un témoignage. Dans l'arrêt *R. c. Gagnon*⁴⁰, les juges Bastarache et Abella soulignent la grande déférence dont doit faire preuve une cour d'appel :

20 Apprécier la crédibilité ne relève pas de la science exacte. Il est très difficile pour le juge de première instance de décrire avec précision l'enchevêtrement complexe des impressions qui se dégagent de l'observation et de l'audition des témoins, ainsi que des efforts de conciliation des différentes versions des faits. C'est pourquoi notre Cour a statué — la dernière fois dans l'arrêt *H.L.* — qu'il fallait respecter les perceptions du juge de première instance, sauf erreur manifeste et dominante.

[32] L'appelant ne soulève aucune erreur permettant l'intervention du Tribunal. Il n'est pas d'accord avec l'appréciation de la preuve faite par le Conseil, notamment la preuve d'expert. Son appel vise à obtenir une appréciation différente des témoignages sans identifier d'erreur manifeste et déterminante dans la décision du Conseil.

[33] D'autre part, sous le chef 2, l'appelant reproche également à l'intimée de ne pas avoir administré de preuve sur la norme professionnelle applicable relativement à l'obligation d'information du podiatre qui reçoit en consultation, pose un diagnostic et

³⁷ *Id.*, p. 112 et 113, par. 96-99.

³⁸ *Id.*, p. 98, par. 33.

³⁹ *Lafleur c. Archambault*, 2018 QCCA 158, par. 9 (demande d'autorisation d'appeler rejetée, 2018 CanLII 102728 (CSC)).

⁴⁰ *R. c. Gagnon*, 2006 CSC 17.

établit le plan de traitement après avoir discuté avec la cliente, mais qui laisse le soin à un autre podiatre d'effectuer le traitement.

[34] Le Tribunal des professions a déjà reconnu que la preuve d'une norme dans le cadre d'une infraction liée à l'obtention d'un consentement libre et éclairé n'est pas nécessaire pour établir la culpabilité d'un professionnel⁴¹.

[35] Cette infraction ne constitue pas « une question de nature scientifique, technique ou d'une complexité telle qu'elle nécessiterait l'éclairage d'une personne plus avertie »⁴².

[36] La question du devoir d'information et de consentement dans ces circonstances relève de la compétence spécialisée du Conseil en matière disciplinaire et son expertise lui permet de déterminer si l'appelant enfreint ou non son obligation déontologique.

[37] L'appelant n'a pas démontré sous le chef 2 une erreur manifeste et déterminante justifiant l'intervention du Tribunal.

[38] Sous le chef 5, le Tribunal constate, comme le reconnaît l'intimée⁴³, que le Conseil commet une erreur en mentionnant que ce sont les quatre dernières lignes qui contiennent de fausses déclarations alors que ce sont plutôt les deux dernières lignes. À l'évidence, cette erreur seule ne saurait être déterminante quant à la déclaration de culpabilité.

[39] L'appelant soutient également qu'une preuve d'intention minimale de répondre faussement était requise afin de conclure à sa culpabilité en vertu de l'article 114 C.prof.

[40] Le Tribunal des professions a déjà statué qu'il ne ressort aucunement des termes de l'article 114 qu'une preuve d'intention ou de mauvaise foi soit requise⁴⁴. Il convient de reproduire les extraits suivants de l'affaire *Morris* où il s'agissait d'une lettre du médecin laissant croire à une prise de décision de concert avec un collègue spécialiste⁴⁵ :

[134] L'appelant soumet que pour être déclaré coupable d'entrave, le Conseil aurait dû déterminer chez lui une intention ou un esprit blâmable comme étant l'élément constitutif de l'infraction.

[135] L'article 114 du *Code des professions* prévoit qu'il est interdit au professionnel d'entraver de quelque façon, entre autres, en le trompant par des réticences ou de fausses déclarations.

⁴¹ *Médecins (Ordre professionnel des) c. Bissonnette*, 2019 QCTP 51.

⁴² *Bütter c. Psychologues (Ordre professionnel des)*, 2019 QCTP 13, par. 49.

⁴³ M.I., p. 21 et 22, par. 67.

⁴⁴ *Simoni c. Podiatres*, 2002 QCTP 91, par. 29-32; *Morris c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2017 QCTP 44, par. 135 et 136 (pourvoi en contrôle judiciaire rejeté, *Morris c. Tribunal des professions*, 2018 QCCS 1859).

⁴⁵ *Morris c. Médecins (Ordre professionnel des)*, préc., note 44.

[136] L'accusation d'entrave en matière disciplinaire n'exige pas la preuve d'une intention malhonnête ou spécifique. Le syndic n'a pas à prouver la mauvaise foi.

[référence omise]

[41] Le Tribunal ne retient pas cet argument exigeant la démonstration d'une intention blâmable pour conclure à la culpabilité de l'appelant pour entrave. L'appelant n'a pas démontré d'erreur manifeste et déterminante sur cette question. Le Tribunal n'a pas à intervenir.

[42] En conclusion, le Tribunal répond par la négative à la question 1.1.

1.2 Subsidiairement, le Conseil a-t-il erré en n'appliquant pas, pour les chefs 3 et 4 et pour les chefs 5, 6 et 7, la règle prohibant les condamnations multiples et justifiant une suspension conditionnelle des procédures?

[43] De façon subsidiaire, l'appelant invoque que le Conseil a commis une erreur de droit en le condamnant sur les chefs 3 et 4 qui découlent de la même situation et résultent des mêmes faits, ainsi que sur les chefs 5, 6 et 7, plutôt que de prononcer une suspension conditionnelle des procédures. Selon lui, le Conseil aurait dû appliquer la règle prohibant les condamnations multiples conformément à la règle énoncée dans l'arrêt *Kienapple*⁴⁶.

[44] La décision du Conseil ne traite pas de cet argument subsidiaire qui ne semble pas avoir été soulevé devant lui.

[45] L'appelant a simplement souligné devant le Conseil que les quatre premiers chefs de la plainte révèlent plusieurs croisements factuels qui découlent d'une seule consultation avec une cliente⁴⁷, sans plus.

[46] Quelle que soit la norme d'intervention, le Tribunal ne considère pas qu'il y ait contravention aux principes interdisant les condamnations multiples. Voici pourquoi.

[47] L'appelant soutient que des liens factuels existent entre les chefs 3 et 4, soit la même date, la même cliente, la même procédure et les mêmes services professionnels. En réclamant des honoraires pour des services professionnels non dispensés, il a nécessairement aussi commis l'infraction relative à la remise d'une facture contenant de fausses informations. Selon lui, ces deux infractions sont intimement liées et fondées sur la même cause d'action.

[48] Selon le Tribunal, la commission de l'une de ces infractions n'entraîne pas nécessairement la commission de l'autre. En l'espèce, l'appelant aurait pu réclamer des

⁴⁶ *Kienapple c. R.*, [1975] 1 RCS 729, p. 744 et 745.

⁴⁷ Décision sur sanction, préc., note 12, p. 140, par. 24.

honoraires justes et raisonnables alors que les inscriptions à la facture étaient erronées. Tout comme il aurait pu réclamer des honoraires injustes et raisonnables alors que la facture reflète les services réellement rendus.

[49] Pour le Tribunal, les chefs 3 et 4 visent des infractions déontologiques distinctes quoique découlant de la même trame factuelle. Il n'y a pas lieu d'intervenir.

[50] Quant aux chefs d'entrave, le Conseil a reconnu l'appelant coupable d'avoir déclaré à l'intimée, dans un courriel transmis le 23 novembre 2015 (chef 5) et lors d'une rencontre le 13 mai 2016 (chef 7), qu'il avait effectué une matricectomie alors que c'est inexact et de lui avoir transmis, le 23 novembre 2015, un dossier de la cliente comprenant un rapport chirurgical de matricectomie partielle permanente qui n'a pas été réalisée et des instructions postopératoires qui n'ont pas été remises (chef 6).

[51] Chacun de ces chefs porte sur des situations factuelles distinctes. Les deux déclarations fautives ont été faites à des dates différentes à la suite de demandes différentes de l'intimée. L'appelant aurait pu, à ces deux occasions, déclarer la vérité quant au traitement et à la personne l'ayant effectué. Ce n'est que dans son témoignage devant le Conseil qu'il a mentionné l'implication du podiatre Jerraf.

[52] Quoi qu'il en soit de ces déclarations, l'appelant aurait également pu transmettre un dossier contenant ou non le rapport opératoire et les instructions postopératoires.

[53] Les chefs 3 et 4 ainsi que les chefs 5, 6 et 7 comportent des éléments supplémentaires et distinctifs qui touchent à la culpabilité et des liens factuels et juridiques différents. Le Tribunal conclut que la commission de chacune de ces infractions n'emporte pas nécessairement la commission des autres.

[54] Il ne s'agit donc pas de condamnations multiples au sens de l'arrêt *Kienapple*⁴⁸, mais de condamnations reposant sur différentes variations de son obligation de respecter les normes déontologiques.

[55] Le Tribunal répond par la négative à la question 1.2 en litige.

2. La décision sur sanction

2.1 Le Conseil a-t-il commis une erreur de principe ou une erreur de droit ayant un impact déterminant sur les sanctions ou prononcé des

⁴⁸ *Kienapple c. R.*, préc., note 46.

sanctions manifestement non indiquées⁴⁹ en lien avec les chefs 5, 6 et 7 concernant l'entrave au travail de l'intimée?

a) *La norme d'intervention*

[56] Relativement à la question 2.1, le pouvoir d'intervention du Tribunal en matière de sanction est bien circonscrit. La partie qui attaque la décision doit démontrer que les sanctions imposées sont manifestement non indiquées ou que des erreurs de principe ayant une incidence sur les sanctions ont été commises⁵⁰.

[57] Le pouvoir d'intervention du Tribunal est donc limité et il doit faire preuve d'une grande déférence à l'égard de la décision du Conseil.

b) *La détermination de la sanction*

[58] L'appelant soutient que le Conseil a erré de manière manifeste et dominante en lui imposant trois périodes de radiation temporaire concurrentes de 18 mois pour chacun des chefs d'entrave, lesquelles seraient clairement abusives, déraisonnables et excessives dans les circonstances.

[59] L'appelant précise que le Conseil lui aurait imposé une sanction clairement punitive, notamment en accordant un poids démesuré à ses antécédents, considérant les dix pages de la décision sur sanction qui y sont consacrées⁵¹. Il en résulte que le Conseil lui aurait imposé une sanction dont la finalité n'est pas la protection du public, mais plutôt l'imposition d'une punition, le tout allant à l'encontre des principes du droit disciplinaire voulant qu'une sanction doive rechercher la réhabilitation du professionnel tout en démontrant une certaine exemplarité auprès des autres membres, mais sans punir le professionnel ni, surtout, à l'encontre de son passé pour lequel il a déjà été sanctionné.

[60] L'appelant soutient également que les sanctions imposées de 18 mois de radiation temporaire se démarquent inexplicablement des sanctions imposées antérieurement pour des cas semblables, à l'exclusion des décisions concernant D^r Terjanian sur lesquelles le Conseil s'appuie, mais dont les faits seraient considérablement différents de ceux de son dossier. L'appelant invoque que rien dans la preuve ne justifie un écart aussi important par rapport à la plus longue période de radiation qui lui a été antérieurement imposée en matière d'entrave, soit quatre mois, omettant ainsi de respecter la gradation des sanctions. Qu'en est-il?

[61] Le Conseil donne un aperçu des faits et indique les recommandations différentes des parties. Il résume ensuite la position des parties et les témoignages de l'intimée et de

⁴⁹ Formulation inspirée de *Terjanian c. Lafleur*, préc., note 19, par. 36.

⁵⁰ *R. c. Lacasse*, 2015 CSC 64; *R. c. Friesen*, 2020 CSC 9; *Drolet-Savoie c. Tribunal des professions*, 2017 QCCA 842.

⁵¹ Décision sur sanction, préc., note 12, p. 148-158, par. 60.

l'appelant. Il souligne que l'appelant témoigne avoir répondu de bonne foi à l'intimée et ne pas avoir voulu mentir dans son courriel du 23 novembre 2015⁵².

[62] Dans son analyse, le Conseil mentionne que la jurisprudence est constante sur le rôle du Conseil lorsqu'il impose une sanction, soit d'assurer la protection du public, ce qui englobe également la perception du public. Il souligne qu'il fera de la protection du public sa priorité dans la détermination des sanctions à imposer à l'appelant⁵³.

[63] Il reprend ensuite les principes généraux concernant l'imposition de sanctions, notamment le droit au titre professionnel, les objectifs de protection du public, de dissuasion et d'exemplarité, de l'harmonisation et de l'individualisation. Il indique également qu'il prendra en considération le principe de la globalité de la sanction afin d'éviter d'imposer une sanction accablante⁵⁴.

[64] Le Conseil analyse ensuite les facteurs objectifs et subjectifs communs à tous les chefs⁵⁵. Quant aux facteurs objectifs, il précise que les infractions se situent au cœur de l'exercice de la profession de podiatre et sont d'une gravité objective portant ombrage à l'ensemble de la profession. Il considère que l'expérience de l'appelant, qui n'a pas invoqué une difficulté ou des circonstances particulières et le cumul d'infractions dans un seul dossier, sont des facteurs aggravants⁵⁶.

[65] Dans son analyse des facteurs subjectifs, le Conseil indique que le témoignage de l'appelant a mis en relief certaines circonstances atténuantes, dont une amélioration de sa pratique professionnelle en matière de facturation par l'utilisation d'outils technologiques⁵⁷. Il souligne cependant que son témoignage est silencieux quant à la présence de remords⁵⁸ tout en précisant qu'il évalue cette absence de remords sous le volet du risque de récidive⁵⁹. Il précise qu'un poids important sera accordé au risque de récidive qu'il considère comme élevé vu l'absence de remords, son attitude et son dossier disciplinaire.

[66] Puis, le Conseil résume le dossier disciplinaire de l'appelant en précisant qu'il « revêt un caractère d'unicité, se composant de dix décisions du conseil de discipline de l'Ordre des podiatres du Québec lui imposant des sanctions dont plusieurs font état de récidive sur certains chefs »⁶⁰.

⁵² *Id.*, p. 139, par. 20.

⁵³ *Id.*, p. 143, par. 36.

⁵⁴ *Dallaire c. Agronomes (Ordre professionnel des)*, 2016 QCTP 137; *Duguay c. Dentistes (Ordre professionnel des)*, 2019 QCTP 31.

⁵⁵ Décision sur sanction, préc., note 12, p. 145-148, par. 46-59.

⁵⁶ *Id.*, p. 146, par. 48 et 49.

⁵⁷ *Id.*, par. 52.

⁵⁸ *Id.*, p. 147, par. 55.

⁵⁹ *Id.*, p. 148, par. 57.

⁶⁰ *Id.*, par. 60.

[67] Le Conseil résume ensuite les principes de droit en matière d'entrave. Il souligne que l'article 114 C.prof. revêt un caractère particulier et que d'y contrevenir porte ombrage à l'ensemble des professionnels. Il considère cette infraction comme des plus sérieuses pour la protection du public.

[68] Il relève que la fourchette des sanctions en matière d'entrave va de la réprimande jusqu'à la radiation permanente et qu'il est dorénavant acquis que les conseils de discipline reconnaissent la gravité de l'infraction d'entrave et la nécessité de la sanctionner sévèrement afin d'assurer une dissuasion et l'exemplarité. Le Conseil constate que l'appelant est en situation de récidive puisqu'il a déjà été condamné à quatre reprises pour entrave, en plus de faire l'objet d'une condamnation postérieure.

[69] Après une révision de la jurisprudence, des représentations des parties, puis une analyse des facteurs objectifs et subjectifs et du risque de récidive, le Conseil conclut qu'une sanction de la nature d'une période de radiation importante s'impose. Il considère que la protection du public, le dossier disciplinaire de l'appelant, la répétition des infractions, le risque significatif de récidive, la dissuasion, l'exemplarité et la gradation des sanctions requièrent l'imposition d'une période de 18 mois sur chacun de ces chefs.

[70] Outre le fait d'énoncer le caractère punitif des sanctions, l'appelant ne fait aucune démonstration selon laquelle la radiation temporaire de 18 mois concurrente serait effectivement punitive.

[71] Le Conseil a apprécié la preuve, notamment son témoignage, et a exercé sa discrétion. Le Conseil précise que le dossier de l'appelant revêt un caractère d'unicité comportant dix décisions du Conseil lui imposant des sanctions, dont des récidives sur les chefs 1, 4, 5, 6 et 7⁶¹.

[72] Plus particulièrement, en matière d'entrave au travail d'enquête⁶², le Conseil précise que l'appelant en est à sa cinquième plainte disciplinaire le reconnaissant coupable d'une ou plusieurs infractions d'entrave⁶³. De plus, le Conseil juge que la préméditation constitue un facteur subjectif aggravant sous les trois chefs d'entrave⁶⁴. Il précise⁶⁵ :

[130] Ces périodes de radiation s'expliquent par les facteurs aggravants additionnels mis en lumière en l'espèce, dont celui relatif à la préméditation qui se manifeste par un des écrits émanant de l'intimé démontrant une volonté systématique d'entraver le travail de la plaignante.

⁶¹ *Id.*, p. 148-158, par. 60.

⁶² Pas au service rendu. Art. 3.02.01 Code de déontologie; art. 114 C.prof.

⁶³ Décision sur sanction, préc., note 12, p. 172, par. 114.

⁶⁴ *Id.*, p. 174, par. 126.

⁶⁵ *Id.*, p. 175, par. 130.

[73] S'il est vrai que les antécédents ont pesé lourd dans la balance, la pondération des divers facteurs par le Conseil n'est pas à ce point déraisonnable qu'il faille intervenir⁶⁶.

[74] Le Conseil rappelle ensuite que la fourchette de peines n'est qu'un outil visant à favoriser l'harmonisation des sanctions et ne saurait lier le Conseil et l'empêcher d'exercer sa discrétion. Le Conseil peut même déroger à la jurisprudence existante si les circonstances le justifient. En l'espèce, le Conseil a suivi un précédent dans *Terjanian*⁶⁷ et motive les circonstances entraînant l'imposition de sanctions sévères.

[75] Sur ce point, outre de l'alléguer, l'appelant ne précise aucunement en quoi les faits du présent dossier seraient « considérablement différents » du dossier *Terjanian*. Quoi qu'il en soit, dans *Terjanian*, le Tribunal a imposé une sanction plus sévère, soit une radiation temporaire de 30 mois. Cette radiation a été maintenue par la Cour supérieure.

[76] La Cour d'appel, dans l'arrêt *Terjanian*⁶⁸, rappelle que la jurisprudence et la doctrine ont réitéré à maintes reprises l'importance fondamentale de collaborer avec le syndic. La sévérité des sanctions s'explique par le rôle crucial du syndic dans le système de justice disciplinaire et l'importance de ne pas entraver son travail d'enquête pour assurer la protection du public. Elle écrit⁶⁹ :

[50] [...] Les tribunaux ont tendance à sanctionner l'entrave au travail du syndic plus sévèrement, en raison de son effet hautement préjudiciable sur le système disciplinaire, considérant qu'une sanction sévère dissuade à la fois le professionnel lui-même et les autres membres de l'ordre professionnel de commettre ce type d'infraction qui « paralyse tout le processus d'enquête à la base même des principes de protection du public véhiculés par notre système professionnel ».

[références omises]

[77] Il ne suffit pas d'alléguer qu'une sanction est plus sévère que les précédentes pour justifier l'intervention du Tribunal; il faut prouver une pondération déraisonnable des facteurs menant à une erreur significative⁷⁰ ou qu'elle est à ce point sévère qu'elle devient injuste, disproportionnée ou déraisonnable⁷¹.

[78] Comme l'a fait le Conseil dans son exercice de pondération, il a non seulement respecté le principe d'harmonisation des sanctions, mais également le principe de

⁶⁶ *R. c. Lacasse*, préc., note 50, par. 49 et 50.

⁶⁷ *Terjanian c. Lafleur*, préc., note 19, par. 35.

⁶⁸ *Id.*

⁶⁹ *Id.*

⁷⁰ *Dion c. Comptables professionnels agréés (Ordre des)*, 2014 QCTP 79, par. 61 et 62; *Granger c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2016 QCTP 126, par. 40-53; *Belliard c. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2017 QCTP 16, par. 58.

⁷¹ *Nguyen c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2016 QCTP 118, par. 75.

l'individualisation de la sanction et soupesé l'ensemble des facteurs aggravants et atténuants pertinents à la détermination de la peine⁷².

[79] L'appelant n'a pas démontré d'erreur de principe dans l'évaluation des facteurs que le Conseil devait considérer ou dans l'évaluation de son risque de récidive.

[80] Le Conseil a exercé sa discrétion en soupesant les différents objectifs et facteurs et déterminé si les circonstances justifient d'insister sur l'un d'eux⁷³.

[81] Après son analyse, le Conseil écarte la recommandation d'amendes de 5 000 \$ proposé par l'appelant et retient celle de l'intimée et juge raisonnable l'imposition d'une période de radiation temporaire concurrente de 18 mois.

[82] Selon le Tribunal, le Conseil a exercé sa discrétion; l'appelant n'a démontré aucune erreur de principe ou de droit et ces sanctions ne sont pas manifestement non indiquées.

c) *La globalité des sanctions*

[83] L'appelant soutient que le Conseil n'a pas considéré le principe de la globalité des sanctions⁷⁴ en lui imposant des périodes de radiation temporaire totalisant, pour les 7 chefs, 18 mois et des amendes totales de 19 000 \$, ce qui constituerait selon lui des sanctions disproportionnées, déraisonnables et injustes lui imposant un fardeau excessif en le privant de la capacité de gagner des revenus pour acquitter les amendes, en plus de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

[84] L'appelant invoque la globalité des sanctions alors qu'il ne porte en appel que les sanctions en lien avec les chefs 5, 6 et 7 de la plainte, lui imposant une radiation temporaire de 18 mois à purger de façon concurrente. Dans ces circonstances, le Tribunal ne peut intervenir sur la globalité de la sanction.

[85] Le Tribunal rappelle la déférence dont il doit faire preuve à l'égard de la décision sur sanction. L'intervention d'un tribunal d'appel en cette matière constitue l'exception, la règle étant le respect de l'exercice de la discrétion du premier décideur⁷⁵.

[86] Le Tribunal conclut que l'appelant ne s'est pas déchargé de son lourd fardeau de démontrer que le Conseil a commis une erreur de principe ou une erreur de droit ayant un impact sur les sanctions ou prononcé des sanctions, dans l'exercice de sa discrétion,

⁷² Décision sur sanction, préc., note 12, p. 144, par. 40-42.

⁷³ *Granger c. Médecins (Ordre professionnel des)*, préc., note 70, par. 40-53; *Jolicoeur c. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2017 QCTP 24, par. 70-73; *Adle c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2018 QCTP 12, par. 45-63.

⁷⁴ Décision sur sanction, préc., note 12, p. 145, par. 44.

⁷⁵ *R. c. Lacasse*, préc., note 50; *R. c. Friesen*, préc., note 50; *Drolet-Savoie c. Tribunal des professions*, préc., note 50; *Mercurie c. Avocats (Ordre professionnel des)*, 2021 QCTP 56.

qui soient excessives, injustes ou déraisonnables. Le Tribunal répond de manière négative à la question 2.1.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[87] **REJETTE** l'appel;

[88] **CONDAMNE** l'appelant au paiement des déboursés.

ROBERT MARCHI, J.C.Q.

MADELEINE AUBÉ, J.C.Q.

Me Pascal Alexandre Pelletier
PELLETIER & CIE AVOCATS
Pour l'Appelant

Me Jean Lanctôt
LANCTÔT AVOCATS, S.A.
Pour l'Intimée

Me Sylvie Lavallée
Secrétaire du Conseil de discipline de l'Ordre des podiatres du Québec
Mise en cause

Date d'audition : 7 octobre 2021

C.D. N° : 32-18-00035
Décision sur culpabilité rendue le 15 décembre 2018
Décision sur sanction rendue le 28 juin 2019

Annexe I

1. À Montréal, le ou vers le 5 novembre 2015, n'a pas prévenu [...] du coût approximatif des honoraires au montant de 450\$ pour un traitement décrit dans la facture comme une matricectomie d'ongle, le tout contrairement à l'article 3.08.04 du *Code de déontologie des podiatres* ainsi qu'à l'article 59.2 du *Code des professions*;
2. À Montréal, le ou vers le 5 novembre 2015, a omis d'obtenir le consentement éclairé de [...] avant qu'il ne soit procédé à l'exécution de la procédure de type « slant back », le tout contrairement aux articles 3.02.03 et 3.03.02 du *Code de déontologie des podiatres* et à l'article 59.2 du *Code des professions*;
3. À Montréal, le ou vers le 5 novembre 2015, a réclamé à [...] des honoraires pour des services professionnels non dispensés, faussement décrits ou qui ne correspondent pas aux services réellement rendus, en réclamant pour un traitement de matricectomie alors que c'est une procédure de type « slant back » qui a été exécutée, le tout contrairement aux articles 3.02.01, 3.08.01 et 3.08.02 du *Code de déontologie des podiatres* ainsi qu'à l'article 59.2 du *Code des professions*;
4. À Montréal, le ou vers le 5 novembre 2015, a remis ou permis que soit remise une facture sur laquelle la description des services rendus à [...] ne correspondait pas aux services réellement rendus, à savoir :
 - a) le traitement effectué,
 - b) le nom de la personne ayant effectué ledit traitement (« fournisseur »),le tout contrairement à l'article 3.02.01 du *Code de déontologie des podiatres* et à l'article 59.2 du *Code des professions*;
5. À Montréal, le ou vers le 23 novembre 2015, dans un courriel transmis à la syndique adjointe Alexandra Zorbas en réponse à la correspondance transmise par celle-ci en date du 17 novembre 2015, a déclaré avoir effectué une matricectomie partielle permanente à l'orteil droit de [...], alors que :
 - a) il n'a pas effectué le traitement,
 - b) le traitement qui a été effectué est une procédure de type « slant back »,le tout contrairement aux articles 59.2 et 114 du *Code des professions*;

6. À Montréal, le ou vers le 23 novembre 2015, a transmis par courriel à la syndique adjointe Alexandra Zorbas en réponse à la correspondance transmise par celle-ci en date du 17 novembre 2015, un dossier pour [...] comprenant notamment :

- a) un rapport chirurgical de matricectomie partielle permanente portant la date du 5 novembre 2015 ainsi que son nom et/ou sa signature,
- b) des instructions postopératoires à suivre au nom de [...] portant la date du 27 octobre 2015 ainsi que son nom et/ou sa signature,

alors qu'aucune matricectomie partielle permanente n'a été effectuée par celui-ci le 5 novembre 2015 et qu'aucune instruction écrite n'a été remise à la cliente, le tout contrairement aux articles 4.02.01 b) et 4.02.01 h) *Code de déontologie des podiatres* et aux articles 59.2 et 114 du *Code des professions*;

7. À Montréal, le ou vers le 13 mai 2016, lors d'une rencontre avec la syndique adjointe Alexandra Zorbas, a déclaré avoir effectué une matricectomie partielle à [...] et d'avoir fait une anesthésie locale, alors qu'aucune matricectomie partielle permanente n'a été effectuée par celui-ci le 5 novembre 2015 et qu'aucune anesthésie n'a été faite, le tout contrairement aux articles 59.2 et 114 du *Code des professions*;

[transcription textuelle, sauf anonymisation]